



Montpellier, le 08 NOV. 2022

Direction Générale des Services

Direction générale adjointe développement territoriale, insertion,
environnement
Pôle économie, eau, environnement
Direction de l'environnement

Dossier suivi par : Sabine Huet
Références : D22-002921
T : 04 67 67 59 04
E : shuet@herault.fr



DETIE/30 000

MONSIEUR LE DIRECTEUR DE LA DREAL OCCITANIE
DIRECTION DES RISQUES INDUSTRIELS
520 ALLEE HENRI II DE MONTMORENCY
CS 69007
34064 MONTPELLIER CEDEX 2

Monsieur le Directeur,

Dans votre courrier en date du 8 août 2022, et conformément à l'article R 515-3 du code l'Environnement, vous sollicitez l'avis du Département concernant le projet de Schéma régional des carrières (SRC) d'Occitanie.

La mise en place des Schémas Régionaux des Carrières est instaurée par la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, dite «loi ALUR» et vise à remplacer les Schémas Départementaux des Carrières.

I - Objectifs du Schéma Régional des Carrières

Plus qu'un instrument d'aide à la décision pour les Préfets de départements lorsque ceux-ci sont saisis d'une demande d'ouverture de carrière, le schéma se veut acteur de la gestion équilibrée de l'espace, en prenant en compte les enjeux relatifs à l'aménagement du territoire.

Contrairement aux schémas départementaux, il est cadré par un pilotage plus collaboratif. A ce titre, différents acteurs professionnels, État et collectivités, usagers du territoire régional (acteurs de la profession, services de l'État, Conseil régional, Conseils départementaux, Associations de protection de l'environnement...) participent aux réflexions au sein d'un comité de pilotage.

Le SRC contribue également à la mise en œuvre de la stratégie nationale de gestion durable des granulats terrestres et marins et des matériaux et substances de carrières.

1 - Observations du Département

1.1 Réseau routier et mobilités

S'agissant des nuisances et notamment celle liée au bruit, il est regrettable de ne pas trouver dans les documents fournis, une analyse permettant de croiser les zones d'implantation de carrières aux zones déjà identifiées comme bruyantes. Règlementairement, les incidences au niveau du bruit sont regardées individuellement (routes d'un côté, ICPE de l'autre) alors que la création ou l'augmentation de la capacité d'une carrière, dans une zone déjà bruyante au niveau routier, aura une incidence forte pour les riverains.

1.2 Agriculture

Pour ce qui concerne l'agriculture, les observations portent principalement sur la pièce du dossier de consultation intitulée «Orientations, objectifs et mesures» :

Objectif 3.3 - Préserver l'agriculture et sylviculture (p. 34-36) :

- En matière de consommation des espaces agricoles (mesure 3.33.2), vous noterez que les informations seront à transmettre au Commissions départementales de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF).
- En présence de périmètre de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains (PAEN) (cf. mesure 3.3.3), les exploitants de carrières devront se conformer aux plans d'action concertés localement et délibérés par l'établissement SCoT ou à défaut par le Département.

Objectif 5.3 - Maintenir et développer le report modal pour les flux importants et longues distances (p. 48-49) :

- Vous noterez également que la prise en compte de foncier disponible dans les documents d'urbanisme (PLU/SCoT – mesure 5.3.2) pourrait intégrer les opérations d'aménagement foncier rural (en projet ou en cours) sous maîtrise d'ouvrage des Départements.

1.3 Urbanisme

Concernant les mesures proposées qui s'adressent principalement aux collectivités locales compétentes en matière d'urbanisme, il est indiqué (mesure 1.4.1) qu'il faudra «préserver les accès» aux gisements d'intérêt national et régional identifiés dans le SRC. Sur ce point il est précisé que les EPCI devront prévoir les zones d'extension possibles de ces exploitations en cas *d'aménagement durable significatif* et pourront recourir à l'expertise du BRGM pour s'assurer de l'intérêt de la qualité et de la préservation du gisement.

Il aurait été intéressant ici de préciser la notion d' *«aménagement durable significatif»*.

De manière plus générale, le document préconise un approvisionnement économe et rationnel en matériaux se traduisant pour les SCoT et les PLU par :

- une meilleure prise en compte des accès aux zones de gisement de granulats d'intérêt particulier,
- un recours favorisé aux ressources secondaires et matériaux de substitution en prévoyant aussi l'espace utile à l'accueil des plateformes de recyclage,
- la prise en compte d'une offre de transport compétitive et à moindre impact sur l'environnement, notamment pour les flux importants et longues distances. Il s'agit là d'enjeux forts à prendre en compte dans les documents d'urbanisme que ce soit pour les plateformes de transit mais également pour les zones de stockage des matériaux.

1.4 Zones humides

Pour ce qui concerne les zones humides, les observations portent principalement sur la pièce du dossier de consultation intitulée «Rapport Environnemental».

En page 91 - «Zones humides» : La définition des zones humides n'est pas la bonne. Une plus récente a été codifiée dans le Code de l'Environnement. Un détail a été rajouté à la dernière définition qui est : *«on entend par zone humide les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire, ou dont la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année»*.

Sur cette même page, la carte n'est pas à jour, il manque notamment les données d'inventaires, produites dans le cadre du SAGE du fleuve Hérault. Il est également indiqué dans la carte, que ces données sont seulement informatives et non de portées réglementaires. Il convient de préciser que la présente carte, par ailleurs incomplète, ne vaut pas document réglementaire mais que pour autant les documents opposables (SAGE) qui reprennent ces données constituent un cadre précis et réglementaire concernant ces zones humides.

En page 92 – «Qualité de l'eau et des milieux» : Les données de l'état des lieux sur la qualité des masses d'eau datent de 2013/2014. Sur cette base, des statistiques présentent la situation de ces masses d'eau vis-à-vis des objectifs de bon état, fixés par la DCE. Des données plus récentes sont disponibles (état des lieux du SDAGE 2022/2027 réalisé en 2019) et tendent à démontrer une nette amélioration de la qualité des eaux superficielles et des masses d'eau de transition du fait, notamment, des efforts des collectivités en matière de réduction des pollutions liés à l'assainissement et aux actions en faveur de la reconquête des fonctions naturelles des milieux aquatiques. Il est nécessaire de présenter l'état des lieux le plus récent et de faire valoir les efforts des collectivités, notamment, dans la reconquête de la qualité de l'eau et des milieux aquatiques. Le Département de l'Hérault porte un réseau de suivi de la qualité des eaux superficielles dont les données peuvent être prises en compte dans l'état des lieux du schéma. Les suivis de la qualité des cours d'eau en maîtrise d'ouvrage départementale alimentent la connaissance par l'acquisition de nombreuses données. Pour le Département de l'Hérault, il s'agit d'une centaine de points répartis sur les différents bassins versants. Une étude est réalisée tous les ans et les données, ainsi que leurs analyses, sont consultables via le site de l'Observatoire Départemental Climatologie, Eau Environnement Littoral (odee.herault.fr) et peuvent être reprises dans le SRC.

En page 93 – «Ressource en eau» : Sur la base des données de 2017, la carte présente les secteurs couverts par une Zone de Répartition des Eaux. Le seul inventaire cartographique des ZRE ne peut représenter la situation des territoires vis-à-vis des problématiques quantitatives. Pour rappel, les territoires en déséquilibres ne sont pas systématiquement classés en ZRE par l'Etat. Il serait donc plus juste de présenter les territoires classés en déficit (Cf. SDAGE) et renseigner les déséquilibres (déficits) en valorisant les travaux des études volumes prélevables, réalisés sur chacun de ces territoires.

Il est également important de rappeler que les Plan de Gestion de la Ressource en Eau validés, peuvent constituer le volet «gestion quantitative» des SAGE et à ce titre présenter des mesures de gestion déclinées dans le PAGD ou le Règlement du SAGE.

En page 96 – «Risque inondation» : Les rôles et les responsabilités des collectivités locales en matière de prévention des risques d'inondation ont été précisés et renforcés ces dernières années. Il en découle des études, des actions et des aménagements complexes visant à tenter de garantir un certain niveau de protection des biens et des personnes.

Indiquer qu'un site industriel puisse contribuer à la réduction du risque paraît incorrect et risqué. Les sites exploités (gravières essentiellement) et exposés aux risques d'ennoiment (par débordement des cours d'eau par exemple) font souvent l'objet de mesures de protections rapprochées parfois anciennes (levées de terre et/ou digues) dont les effets sur les zones aval sont réels (limitation de l'expansion des crues).

Si dans certains cas la présence de gravières peut contribuer à la réduction des risques, il convient d'être prudent et de ne pas généraliser ce point de vue. Par ailleurs, il serait plus juste et précis de considérer le risque durant chacune des phases, avant la phase d'exploitation, pendant la phase d'extraction et après la fin d'exploitation et de «remise en état».

En page 182 – «Les risques littoraux» : La stratégie Hérault Littoral portée par le Département sur la période 2019-2030 se caractérise par 6 engagements et des sous engagements déclinés en 36 fiches action et 1 action emblématique, la Maison du Littoral sur le Site des Aresquiers. En ce qui concerne plus particulièrement les risques littoraux qui affectent le littoral héraultais, ils sont de plusieurs natures :

- l'érosion, phénomène progressif, qui concerne une grande partie du linéaire, et qui peut subir des à-coups en cas de tempêtes,
- le risque d'inondation, imprévisible, fonction des phénomènes de tempêtes et de précipitations intenses : submersion marine, inondation par débordement de cours d'eau ou ruissellement pluvial
- l'élévation du niveau de la mer (+ 1 m voire plus en 2100 selon les hypothèses) et le changement climatique vont amplifier ces risques

1.5 Espaces Naturels Sensibles et biodiversité

Les Espaces Naturels Sensibles du Département de l'Hérault

L'article L 113-8 du Code de l'urbanisme dispose que : *«Le Département est compétent pour élaborer et mettre en œuvre une politique de protection, de gestion et d'ouverture au public des espaces naturels sensibles (ENS), boisés ou non, destinée à préserver la qualité des sites, des paysages, des milieux naturels et des champs naturels d'expansion des crues et d'assurer la sauvegarde des habitats naturels».*

Dans le cadre de cette politique les secteurs naturels présentent donc un intérêt tout particulier. Plus qu'un moyen de maîtrise foncière, le droit de préemption dans ces espaces naturels sensibles constitue pour le Département un outil capital pour la mise en œuvre de sa politique d'aménagement du territoire, environnementale et d'ouverture des espaces au public.

En cohérence avec les politiques de préservation de la biodiversité et les acteurs territoriaux, cette action volontariste d'aménagement a permis, sur le territoire du Département, de créer un maillage de sites naturels définitivement soustraits à l'urbanisation et gérés durablement, dans un double objectif de préservation et d'ouverture au public.

La mise en œuvre de cette politique ENS a permis d'acquérir à ce jour, environ 9 400 ha d'ENS. Ces espaces se répartissent sur 110 domaines départementaux, dont 60 majeurs pouvant recevoir du public.

L'exercice du droit de préemption dévolu au Département au titre de la politique ENS bénéficie aussi bien aux collectivités locales, communes (titulaires du droit de préemption par substitution) qu'aux intercommunalités (par délégation des communes). Plus de 1 500 ha de surfaces naturelles ont ainsi été acquises par préemption par les collectivités locales depuis 1983, avec un soutien technique et/ou financier du Département, et l'engagement de gérer ces espaces selon la réglementation ENS et les ouvrir au public.

A ces surfaces viennent s'ajouter les espaces maîtrisés par le Conservatoire du littoral et des rivages lacustres, soit 6 300 ha supplémentaires, soit un total de près de 17 000 ha de surfaces naturelles maîtrisées et gérées au titre des ENS, représentant 2,4 % de la superficie du territoire de l'Hérault.

Vous indiquez à plusieurs reprises, que pour les ENS, il n'existe pas de zonage disponible en Occitanie. S'agissant des ENS recensés à l'échelle du département de l'Hérault, vous trouverez des données complètes et cartographiées pouvant vous être utiles sur le portail de l'Observatoire Départemental Climatologie Eau Environnement Littoral <https://odee.herault.fr/index.php/thematiques/environnement-et-cadre-de-vie>.

Schéma Régional des Carrières et Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires

Selon les articles L.515-3 et R331-14 du Code de l'environnement, le SRC doit prendre en compte le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET). Vous écrivez que le SRADDET doit être approuvé en 2019. Pour information, le SRADDET de la Région Occitanie a été adopté par le Conseil régional le 30 juin 2022. Il a été approuvé le 14 septembre 2022 par arrêté préfectoral et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Occitanie en date du 22 septembre 2022.

Schéma Régional des Carrières et Stratégie Nationale des Aires Protégées 2030

S'agissant de la Stratégie Nationale des Aires Protégées (SNAP), la France se dote pour la première fois d'une stratégie unifiée qui concerne tous les types statutaires d'aires protégées, et s'intéresse tant à leur création qu'à leur gestion. Elle ambitionne de protéger 30 % des espaces naturels nationaux d'ici 2030, dont 10 % en protection renforcée.

Cette stratégie prévoit, en fonction des enjeux du territoire (espèces menacées, écosystèmes fragiles, patrimoine culturel, paysager...), deux niveaux de protection : les aires protégées et les zones de protection forte qui font l'objet d'un cadre réglementaire plus contraignant.

Dans l'Hérault les aires protégées sous protection forte sont : les Parcs Nationaux (cœur de parc), les Réserves Naturelles Nationales, les Réserves Naturelles Régionales, les Réserves de Biosphère, les Arrêtés de Protection de Biotope et les Arrêtés de Protection de Géotope.

Même si certains sites, identifiés dans la SNAP comme faisant partie des aires protégées sous protection forte, ne bénéficient pas d'une protection juridique législative ou réglementaire interdisant l'exploitation de carrières, les pressions et les changements en cours qui pèsent sur ces espaces auraient pu justifier leur classement en sites de sensibilité «niveau 1» dans le SRC.

Généralités

La séquence Eviter, Réduire, Compenser (ERC), outil d'action publique permettant de concilier aménagement des territoires et préservation de l'environnement, est inscrite dans le code de l'environnement depuis 1976.

On constate que les études environnementales se concentrent trop souvent sur la compensation, dernière étape de la séquence. Les porteurs de projet devront donc faire de la recherche de mesures d'évitement préalable à tout projet.

Les exploitants sont encouragés à mettre en place un suivi écologique systématique pour toute nouvelle carrière, ou pour le renouvellement/l'extension d'une carrière existante en zone à enjeu de niveau 2 et 3. Ce suivi écologique pourrait également s'envisager pour la zone à enjeu de niveau 4 et pour l'ensemble des zones sur une période à déterminer après la fermeture des exploitations.

Pour ce qui concerne la remise en état des sites après exploitation, et même si le choix d'un réaménagement est souvent pris, dès la demande d'ouverture d'une carrière, une réévaluation des aménagements initialement prévue pourra être envisagée notamment au regard d'espaces devenus remarquables, par effet de reconquête naturelle. Les choix de réaménagement devront également prendre en compte les incidences éventuelles sur la ressource en eau souterraine.

1.6 Paysage

Comme le prévoit l'article L515-3 du Code de l'Environnement, le Schéma Régional des Carrières doit prendre en compte la protection des paysages, des sites et des milieux naturels sensibles, la préservation de la ressource en eau, et la nécessité d'une gestion équilibrée et partagée de l'espace.

A ce titre, vous noterez que les Espaces Naturels Sensibles (ENS) du Département de l'Hérault participent à la préservation des paysages remarquables de la région et constituent ainsi un patrimoine naturel mais également paysager qu'il convient de mentionner.

De plus, une démarche territoriale visant à faire du centre Hérault un Géoparc mondial UNESCO est en cours. En effet, la qualité des affleurements, des paysages et leurs impacts sur notre histoire et notre patrimoine font de ce territoire un lieu reconnu internationalement. Cette candidature implique la valorisation et la préservation d'un patrimoine géologique exceptionnel, dont vous devrez tenir compte.

Dans le document «État des lieux», vous indiquez en page 171 qu'il n'existe aucun arrêté de protection de Géotope en Occitanie. Cependant, un premier arrêté préfectoral de protection de site géologique a été signé le 13 juin 2019 en Occitanie pour protéger la dalle de la Lieude, site paléontologique d'importance internationale.

Dans ce même document «Etat des lieux», le paysage semble se résumer à la consommation d'une ressource de proximité notamment liée à la bonne intégration des bâtiments et filières de recyclage. Une attention particulière devra être portée sur l'intégration des carrières vis-à-vis du grand paysage, de la réduction/absence de leur visibilité, de la non-destruction de paysages emblématiques, d'anticipation pour leur réaménagement ou effacement.

Dans le document «Orientations, objectifs et mesures» (p.31), les ENS ne sont pas cités dans le niveau 2 des enjeux paysagers. Comme mentionné précédemment, les ENS constituent un patrimoine naturel, mais également paysager qu'il convient de prendre en compte.

La mesure 3.4.1 (p.37) souligne bien l'importance de mener une réflexion dès la phase de projet avec un géologue et un paysagiste pour que le site soit le plus intégré possible et pour anticiper l'évolution de la carrière et son réaménagement en fin d'exploitation.

Elle recommande également aux exploitants de carrières de faire appel à un paysagiste concepteur, lorsque les enjeux paysagers le justifient. Cette recommandation pourrait être étendue quel que soit le projet de carrière et non pas uniquement lorsqu'il y a des enjeux paysagers. En effet, la bonne intégration d'une carrière dans le paysage est indispensable pour maintenir un cadre de vie de qualité pour les riverains de celle-ci, y compris en présence de paysages «ordinaires».

2. Avis du Département

En conclusion, au vu des éléments contenus dans le dossier, j'émetts un avis favorable sur ce projet de Schéma Régional des Carrières Occitanie.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Président du Conseil départemental



Kléber MESQUIDA